

POUR QUI SONNE LE C.N.A.L.?

Notre organisation a condamné sans la moindre ambiguïté la politique scolaire développée depuis 1981 par Savary (et qui reprenait en les aggravant les projets de l'ancien gouvernement). Elle a dénoncé le contenu des rapports Savary-Legrand qui tendent à organiser la destruction de la laïcité de l'État et de l'École.

Il ne s'agit pas simplement d'un problème «*idéologique*» mais, comme diraient les néo-socialistes, d'un: «*choix de société*». L'école de Jules Ferry s'assignait comme objectif et comme seul objectif la transmission du savoir en dehors de toute considération politique, philosophique et religieuse. La gestion tripartite de l'école, prévue par MM. Savary-Legrand et qui, de fait, place l'école et les enseignants sous le contrôle d'un cartel d'organisations et de personnalités chargées d'élaborer un «*projet éducatif*» incluant notamment la «*dimension spirituelle*» auquel l'enseignant serait tenu individuellement d'adhérer, est aux antipodes de l'idéal laïque auquel des générations d'enseignants ont consacré leur existence.

Il ne faut pas se le dissimuler: la laïcité de l'État et de l'École, compte tenu des traditions historiques de notre pays, constitue le fondement même de la démocratie. Y toucher, comme veulent le faire MM. Savary-Legrand, c'est remettre dangereusement en cause l'équilibre démocratique.

Nous assistons aujourd'hui à une sorte de perversion des institutions, notamment les institutions laïques et c'est ainsi que le *Comité National d'Action Laïque* (C.N.A.L.), dont le secrétaire général est Michel Bouchareissas, devient le champion de projets qui tendent à détruire purement et simplement l'enseignement laïque en France.

Certes, nous savions déjà qu'on peut trahir le socialisme au nom du socialisme, la laïcité au nom de la laïcité, mais lorsque Michel Bouchareissas, au colloque organisé par le *Grand Orient de France* déclare:

«*(...) Ne sont pas innocents ceux qui prônent une école pour l'instruction mais non point pour l'éducation. Ils existent toujours, regardez autour de vous. Pas plus que n'étaient innocents ceux qui depuis 20 ans, comme l'a fort bien dit Alain Moussoux, ont aseptisé programmes et objectifs et ont peu à peu réputé subversif voire politique donc inacceptable et nocif, ce qui ne touchait pas strictement à l'instruction, c'est-à-dire aux idées reçues et aux images rassurantes et, le plus souvent flatteuses, pour un nationalisme étroit en matière d'histoire, c'est-à-dire la seule transmission des savoirs. Car, ainsi, l'éducation échapperait à la responsabilité de l'école publique et serait le domaine exclusif de la famille, de l'État ou de la religion et, dans ces domaines, d'une école confessionnelle*».

On remarquera qu'il oppose très consciemment éducation à transmission du savoir et que cette éducation, dans la bouche de Michel Bouchareissas, serait de la «*responsabilité*» d'une école qui, à la rigueur, pourrait être publique mais qui, diversifiée selon des projets «*pédagogiques propres*» ne serait plus laïque.

En réalité le C.N.A.L., construit autour de la F.E.N. et des organisations qui en dépendent, se conduit aujourd'hui comme l'instrument privilégié de la mise en œuvre de la politique du pouvoir.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'au moment où le gouvernement de «*l'Union de la Gauche*» doit affronter la classe ouvrière en lutte pour la défense de ses conditions de vie et de travail, Michel Bouchareissas propose:

«*de rassembler tous les responsables d'organisations laïques, celles du C.N.A.L. et celles des or-*

ganisations de soutien, politiques, syndicales et philosophiques, en une réunion nationale. Autrement dit l'équivalent du tripartisme pour la gestion et la main-mise des entreprises».

Rappelons que jusqu'à une date récente, notre organisation faisait partie des organisations «*de soutien*». La manœuvre est évidente... Michel Bouchareissas vole au secours du gouvernement en essayant de rassembler, par le biais du C.N.A.L., une force de soutien à l'ensemble de la politique gouvernementale et, pour ceux qui en douteraient, il suffit de savoir que, pour ânonner cette réunion, le secrétaire général du C.N.A.L. a choisi (et ce choix n'est assurément pas innocent!) «*Révolution*», organe «*théorique*» du P.C.F. (1) qui nous apprend que, selon Michel Bouchareissas:

«Le C.N.A.L. est une force de réflexions et de propositions autour de la recherche de ce qui rassemble alors que tout est fait pour diviser les Français. Le C.N.A.L. est donc tout le contraire d'une citadelle. Ses propositions sont connues, elles vont dans le sens de la compréhension mutuelle, de la paix sociale, de la paix scolaire. Heureusement que la France a le C.N.A.L.».

Autrement dit, alors que les travailleurs de la Fonction Publique se préparent à manifester le 16 février devant le Ministère des Finances, Bouchareissas leur oppose le C.N.A.L. et sa «*paix sociale*».

Les militants F.O. ne sont pas des va-t-en-guerre mais ils savent que la classe ouvrière ne se contentera pas de l'idéologie frelatée que lui propose Bouchareissas avec son union nationale, «*son école ouverte sur la vie*», ses «*projets éducatifs*» débouchant sur la «*paix sociale*». Avec notre organisation, elle s'apprête à engager le combat contre la politique scolaire du gouvernement, contre sa politique économique et sociale et ce n'est pas le misérable bouclier brandi par Michel Bouchareissas qui pourra faire obstacle à la volonté de millions et de millions d'hommes condamnés par la politique de déflation du gouvernement, à se battre pour leur survie!

Il faut dire également qu'en dépit des manœuvres d'approches dont elle aurait fait l'objet de la part du C.N.A.L. et de son secrétaire général, il serait impensable que notre organisation puisse se déjuger en participant à la mascarade pro-gouvernementale que le C.N.A.L. et ses alliés du P.C.F. organisent pour le 18 mars 1984.

Alexandre HÉBERT.

(1) «*Révolution*» semaine du 10 au 16 février.